

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JUIN 1913.

CRÉATION DE RESSOURCES FINANCIÈRES EN VUE DES NOUVELLES DÉPENSES MILITAIRES.

EXPOSÉ GÉNÉRAL.

MESSIEURS,

L'article 15 de la loi sur la comptabilité de l'État veut que toute demande de crédits faite en dehors de la loi annuelle des dépenses, indique les voies et moyens qui seront affectés aux crédits demandés.

Depuis la présentation du Budget général de l'exercice en cours, le Gouvernement a soumis aux Chambres le projet d'une nouvelle loi de milice comportant une extension des effectifs de paix et de guerre, à laquelle est connexe un ensemble de mesures de réorganisation de l'armée.

Cette loi vient d'être votée par la Chambre, et le Sénat s'en occupe à l'heure actuelle. Dès qu'elle sera promulguée, les crédits immédiatement nécessaires seront demandés.

Le moment est donc venu de proposer les voies et moyens destinés à faire face aux nouvelles dépenses militaires.

Quelques chiffres donneront une idée de la nature et de l'importance de ces dépenses : l'effectif du pied de paix s'accroîtra de 18,000 hommes de troupe, 2,000 sous-officiers, 125 officiers généraux supérieurs et 925 officiers subalternes, y compris les assimilés ; il faudra 3,300 chevaux de selle et 2,600 chevaux de trait ; de son côté, l'effectif de guerre s'accroîtra de 160,000 hommes.

A ces extensions doivent correspondre, d'une part, des crédits ordinaires pour les dépenses annuelles et permanentes ; d'autre part, des crédits extraordinaires pour les dépenses de premier établissement.

1° Service ordinaire.

Les dépenses ordinaires et permanentes sont celles qui se rapportent à ce qu'on pourrait appeler le ménage journalier de l'armée : solde, indemnités et autres allocations pécuniaires, nourriture des hommes et des chevaux, munitions courantes, service de santé, entretien et renouvellement de l'habillement et du harnachement, entretien des bâtiments militaires, etc.

L'accroissement de ces dépenses, comparativement au projet de budget pour 1913, atteindra, quand la loi nouvelle sortira ses pleins effets, soit dans cinq ans, la somme de 27 millions.

2° Dépenses mobilières de premier établissement.

Voici les principales dépenses de cette catégorie :

Armement et outillage ;

Approvisionnements en munitions pour l'infanterie et l'artillerie, et en vivres ;

Objets de couchage ;

Matériel de guerre des diverses armes et matériel d'exercice dans les polygones ;

Achat de chevaux.

L'ensemble est estimé à fr. 100,000,000 »

Il y a lieu d'y ajouter les sommes nécessaires pour compléter l'armement de la position d'Auvers 7,000,000 »

pour mettre à la hauteur voulue les approvisionnements en munitions de cette position. 75,000,000 »

pour constituer une réserve d'habillement 2,500,000 »

ENSEMBLE. fr. 184,500,000 »

Toutes ces dépenses seront nécessaires dans le cours de la période indiquée plus haut : de 1913 à 1917.

Il ne saurait être question cependant de les imposer, par portions successives, aux seuls budgets de ces cinq années : ce laps de temps, en effet, est de beaucoup inférieur à la durée utile des objets qu'il s'agit d'acquérir et qui seront, comme de règle, entretenus et renouvelés à charge du budget ordinaire.

D'autre part, l'imputation pure et simple sur l'emprunt, dans les conditions d'amortissement de notre dette, ne se justifierait point, étant donné qu'il s'agit d'objets qui ne conserveront pas leur utilité au profit de plusieurs générations successives.

Le recours à l'emprunt est cependant rationnel et nécessaire ; mais il ne doit avoir lieu que moyennant un amortissement accéléré, c'est-à-dire, sui-

vant la formule plusieurs fois employée dans des cas analogues, à titre d'avance remboursable à charge du budget ordinaire, dans un délai approprié.

Ce délai peut être équitablement fixé à vingt-cinq années.

Le Gouvernement proposera en temps et lieu de reprendre dans la combinaison, par identité de motifs, les crédits extraordinaires, s'élevant à 14 1/2 millions, alloués par la loi du 20 décembre 1912 pour l'armement de l'artillerie de campagne et de certains ouvrages défensifs de la position d'Anvers.

Nous aurons ainsi un total de 196 millions de dépenses mobilières de premier établissement procédant de la réorganisation de la défense nationale, dont l'avance devra être faite à l'aide de l'emprunt, sauf amortissement sur l'ordinaire dans l'espace de vingt-cinq années.

L'annuité de remboursement à inscrire au Budget de la Guerre atteindra donc graduellement 7,840,000 francs.

3° Dépenses immobilières de premier établissement.

On prévoit une dépense de 70 millions pour la construction de nouveaux bâtiments militaires, et de 18 millions pour la création de camps d'instruction, le tout à exécuter aussi en cinq années.

Il s'agit ici de la constitution d'un domaine perpétuel, comportant l'imputation pure et simple sur l'emprunt.

D'après ce qui précède, notre nouvel établissement militaire nécessitera, d'ici à cinq ans, le recours à l'emprunt pour des dépenses s'élevant, au total, à 284 millions de francs.

Au taux actuel de la rente, cette somme effective correspond à un capital nominal de 379 millions, à peu près, ce qui se traduit par une charge annuelle de 12,500,000 francs en intérêts et amortissement.

Récapitulation.

Lorsqu'elles atteindront leur plein, les charges annuelles dérivant du renforcement de la défense nationale, qui vont venir grever le budget ordinaire, se totaliseront ainsi :

1° Surcroît de dépenses du service ordinaire . . .	fr. 27,000,000 »
2° Annuité de remboursement de l'emprunt à consacrer aux dépenses mobilières de premier établissement . . .	7,840,000 »
3° Charge d'intérêt et d'amortissement de la Dette publique du chef des dépenses immobilières de premier établissement	12,500,000 »
TOTAL. . .	fr. 47,340,000 »

Ce total, répétons-le, ne représente pas une charge annuelle qui serait immédiate et constante : il ne sera atteint que progressivement.

Pour l'exercice en cours, l'augmentation des dépenses annuelles et permanentes sera de 6 à 7 millions seulement; par contre, afin de hâter certaines dépenses urgentes de premier établissement, on portera au budget ordinaire de cet exercice de nouveaux crédits exceptionnels pour un total d'environ 14 millions.

J'ai l'honneur, Messieurs, de déposer sur le bureau de la Chambre, en même temps que le présent exposé, quatre projets de loi d'ordre fiscal ayant respectivement pour objet :

1° La transformation de la patente en une taxe sur les bénéfices et profits réels dans les sociétés par actions et dans certaines professions industrielles et financières;

2° La création d'une taxe au profit de l'État sur les automobiles et autres véhicules à moteur mécanique;

3° La création d'une taxe sur les spectacles cinématographiques;

4° Des modifications aux lois sur les droits d'enregistrement, de succession, de timbre et d'hypothèque.

5° Le relèvement des droits sur les alcools.

Il est difficile de fixer une évaluation bien assurée du rendement des diverses dispositions contenues dans ces projets : de plusieurs côtés, la matière est neuve et les quantités sont indéterminées; ailleurs, l'application même de la loi est appelée à resserrer dans une certaine mesure la matière imposable, au moins momentanément.

Les prévisions établies d'après les éléments dont on dispose, les uns étant officiellement connus ou à peu près, les autres estimés approximativement, sont indiquées ci-après, relativement à chaque objet, par deux chiffres dont le premier représente un minimum considéré comme certain, le second le produit plutôt probable :

PREMIER PROJET. — Taxe sur les bénéfices et profits réels, etc fr.		7,000,000 à 9,000,000 ⁽¹⁾
DEUXIÈME PROJET. — Taxe sur les automobiles, etc.		2,000,000 à 2,500,000
TROISIÈME PROJET. — Taxe sur les spectacles cinématographiques		250,000 à 500,000
QUATRIÈME PROJET. — Droits d'enregistrement, de succession, etc.		17,500,000 à 23,000,000 ⁽¹⁾
CINQUIÈME PROJET. — Droits sur les alcools		3,000,000 à 5,000,000
TOTAUX: . . . fr.		29,750,000 à 40,000,000

(1) Voir, pour le détail, les tableaux annexés.

On remarquera que le produit probable des lois fiscales proposées est inférieur au maximum annuel des nouvelles dépenses : si le Gouvernement ne va pas plus loin actuellement, c'est qu'il escompte, comme de raison, du côté des recettes nouvelles, la progression spontanée qui s'affirme d'une manière continue dans l'ensemble de nos voies et moyens.

La Chambre vient de voter, à une très forte majorité, la loi qui est le point de départ des nouvelles dépenses militaires; le Sénat va, sans aucun doute, l'adopter à son tour. Le Gouvernement est convaincu que les deux assemblées, pénétrées de la notion des conséquences nécessaires de cette réforme patriotique, auront à cœur de s'occuper résolument, d'urgence et dans un esprit élevé, de la création des ressources financières indispensables.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

Tableaux de détail des évaluations du rendement des premier et quatrième projets.

A. — *Taxe sur les bénéfices des sociétés, etc.*

ASSUJETTIS.		NATURE des éléments imposables.	RENDEMENT MINIMUM.			RENDEMENT PROBABLE		
DÉSIGNATION.	Nombre approxi- matif.		Montant des éléments imposables (1).	Montant du droit de patente au profit de l'État (régime actuel).	Montant de la taxe (régime futur).	Montant des éléments imposables (1).	Montant du droit de patente au profit de l'État (régime actuel).	Montant de la taxe (régime futur).
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Sociétés belges par actions	2700 (*)	Dividendes . . .	140,000,000 »	3,360,000 »	5,600,000 »	160,000,000 »	3,840,000 »	6,400,000 »
			70,000,000 (2)	840,000 »	1,400,000 »	80,000,000 (2)	960,000 »	1,600,000 »
		Réserve légale . . .	10,000,000 »	240,000 »	400,000 »	16,000,000 »	384,000 »	640,000 »
			5,000,000 (2)	60,000 »	100,000 »	8,000,000 (2)	96,000 »	160,000 »
		Réserves spéciales ou extraordinaires . .	14,000,000 »	336,000 »	»	20,000,000 »	480,000 »	»
			7,000,000 (2)	84,000 »	»	10,000,000 (2)	120,000 »	»
		Autres éléments (amortis- sements exagérés, etc.)	20,000,000 »	480,000 »	»	40,000,000 »	960,000 »	»
			10,000,000 (2)	120,000 »	»	20,000,000 (2)	240,000 »	»
		Remboursements d'ac- tions et d'obligations.	25,000,000 »	exempts.	1,000,000 »	36,000,000 »	exempts.	1,440,000 »
		Intérêts des obligations, primes et lots . . .	60,000,000 »	id.	2,400,000 »	85,000,000 »	id.	3,400,000 »
		Bénéfices provenant de l'exploitation de car- rières, minières, etc.	2,500,000 »	id.	100,000 »	5,000,000 »	id.	200,000 »

Sociétés étrangères par actions opérant en Belgique	300	Bénéfices	25,000,000 »	600,000 »	1,000,000 »	30,000,000 »	720,000 »	1,200,000 »
Administrateurs et commissaires des sociétés par actions	15000	Traitements divers	40,000,000 »	960,000 »	1,600,000 »	43,600,000 »	1,080,000 »	1,800,000 »
Exploitants de mines	70	Produit de l'exploitation	17,500,000 (*)	550,000 (2)	700,000 »	25,000,000 »	780,000 »	1,000,000 »
Assureurs autres que les sociétés par actions	150	Bénéfices	500,000 »	12,000 »	20,000 »	1,000,000 »	24,000 »	40,000 »
Banquiers	200	Bénéfices présumés	5,000,000 »	50,000 »	200,000 »	10,000,000 »	100,000 »	400,000 »
Membres des comptoirs d'escompte	35	Id.	1,250,000 »	12,500 »	50,000 »	2,000,000 »	20,000 »	80,000 »
Commissionnaires en fonds publics, changeurs, agents de change, courtiers de change, etc.	1500	Id.	5,000,000 »	50,000 »	200,000 »	10,000,000 »	100,000 »	400,000 »
TOTAL				7,754,500 »	44,770,000 »		9,904,000 »	18,760,000 »
AUGMENTATION présumée					7,000,000 »			9,000,000 »

(1) En vue d'éviter des mécomptes qui seraient irréparables, on a emprunté les principales données des colonnes 4 et 7 aux faits constatés respectivement pendant l'année 1908 et pendant la dernière période quinquennale.

(2) Plus de 2.000 sociétés ne sont pas imposées, à défaut de bénéfices accusés par leurs bilans.

(3) Somme correspondant approximativement aux bénéfices réalisés à l'étranger, lesquels représentent environ le tiers de l'ensemble des bénéfices imposables.

(4) Produit de l'extraction en 1911.

(5) Redevance proportionnelle sur les mines.

**B. — Modifications aux lois sur les droits d'enregistrement,
de succession, etc.**

I. — ENREGISTREMENT.	Rendement	
	Minimum.	Probable.
1° Donation entre vifs . . fr.	350,000 »	500,000 »
2° Ouvertures de crédit. . .	375,000 »	450,000 »
3° Actes de sociétés	2,500,000 »	3,500,000 »
4° Baux	100,000 »	200,000 »
5° Opérations de bourse . .	1,000,000 »	1,500,000 »
II. — TIMBRE.		
1° Quittances.	2,000,000 »	2,500,000 »
2° Chèques	400,000 »	500,000 »
3° Polices d'assurance . . .	800,000 »	1,000,000 »
4° Titres étrangers	2,000,000 »	2,500,000 »
III. — SUCCESSIONS.		
Augmentation du tarif et me- sures répressives de la fraude.	8,000,000 »	10,000,000 »
Fr. . . .	17,525,000 »	22,650,000 »

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 41 JUNI 1913.

VESTIGING VAN GELDMIDDELEN MET HET OOG OP DE NIEUWE KRIJGSUITGAVEN.

ALGEMEENE TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Artikel 15 der wet op de Staatscomptabiliteit vergt dat alle kredietaanvraag, buiten de jaarlijksche wet van uitgaven gedaan, de middelen aanwijze die tot de gevraagde kredieten zullen aangewend worden.

Sedert het indienen van de algemeene begrooting voor het loopende dienstjaar, heeft de Regeering aan de Kamers het ontwerp eener nieuwe wet op de militie onderworpen dat eene uitbreiding der getalsterkten in vrede- en in oorlogstijd teweegbrengt en waaraan een samenhang van herinrichtingsmaatregelen van het leger verbonden is.

Dit ontwerp is door de Kamer tot wet verheven geworden en de Senaat houdt er zich thans mede bezig. Zoohaast de wet zal afgekondigd zijn, zullen de onmiddellijk noodige kredieten aangevraagd worden.

Het oogenblik is dus gekomen wegen en middelen voor te dragen, bestemd om de nieuwe krijgsuitgaven te gemoet te komen.

Eenige cijfers zullen eene gedachte geven van den aard en de belangrijkheid dier uitgaven : de getalsterkte op voet van vrede zal vermeerderen met 18,000 soldaten, 2,000 onderofficieren, 125 hoofdofficieren en 925 ondergeschikte officieren met inbegrip van de daarmede gelijkgestelden ; 3,300 rijpaarden en 2,600 trekpaarden zullen noodig zijn ; harerzijds zal de getalsterkte op voet van oorlog met 160,000 soldaten vermeerderen.

Met deze uitbreidingen moeten overeenstemmen, ter eene zijde, de gewone kredieten voor de jaarlijksche en doorlopende uitgaven, ter andere zijde, de buitengewone kredieten voor de onkosten van eerste inrichting.

1° Gewone dienst.

De gewone en doorlopende uitgaven zijn die welke betrekking hebben op hetgeen men de dagelijksche huishouding van het leger zou kunnen noemen : soldij, vergeldingen en andere geldelijke toelagen, voeding der manschappen en der paarden, gewone ammunitieën, gezondheidsdienst, onderhoud en vernieuwing der kleeding en van het paardetuig, onderhoud der militaire gebouwen, enz., enz.

De toeneming dier uitgaven, in vergelijking met het ontwerp van begrooting voor 1913, zal, wanneer de nieuwe wet hare volle uitwerking zal hebben, hetzij binnen vijf jaren, de som van 27 millioen bereiken.

2° Uitgaven voor mobiele goederen van eerste inrichting.

Ziehier de bijzonderste uitgaven van deze soort :

Bewapening en uitrusting ;

Ammunitie en mondvoorraad voor de infanterie en de artillerie ;

Beddegoed ;

Oorlogsmaterieel der onderscheidene korpsen en oefeningsmaterieel in de polygonen ;

Aankoop van paarden.

Het geheel wordt geschat op. fr. 100,000,000 »

Daarbij dienen gevoegd de sommen die noodig zijn :

tot het voltooien der bewapening van de stelling Antwerpen. 7,000,000 »

tot het verdubbelen van den ammunitievoorraad dier stelling. 75,000,000 »

tot het samenstellen eener kleedingsreserve 2,500,000 »

TE ZAMEN. . . . fr. 184,500,000 »

Al deze uitgaven zullen noodig zijn in den loop van hoogervermeld tijdperk : van 1913 tot 1917.

Er zou nochtans geen spraak kunnen zij ze, bij achtereenvolgende gedeelten, ten laste der enkele begrootingen van die vijf jaren te brengen : die tijdruimte is, inderdaad, veel korter dan de duur der benutting van

de voorwerpen die moeten aangekocht worden en die, volgens het gebruik, ten laste van de gewone begrooting zullen onderhouden en hernieuwd worden.

Anderdeels, zou de eenvoudige telastlegging op leening niet te rechtvaardigen zijn in de voorwaarden van delging onzer schuld, aangezien het voorwerpen geldt die hunne bruikbaarheid niet zullen behouden ten bate van verschillende achtereenvolgende geslachten.

De toeslucht tot leeningen is nochtans redematig en noodwendig; maar ze moet slechts genomen worden mits eene bespoedigde delging, dit is te zeggen, volgens de meermaals in dergelijke gevallen aangewende formule, ten titel van voorschot terug te betalen ten laste der gewone begrooting, binnen eene gepaste tijdruimte.

Die tijdruimte mag billijk op vijf en twintig jaren geraamd worden.

Door de Regeering zal op tijd en stond, wegens gelijkgeldende redenen, worden voorgesteld om in de berekening op te nemen de buitengewone kredieten, ten bedrage van $11\frac{1}{2}$ millioen, toegestaan door de wet van 28 December 1912 voor de bewapening van de veldartillerie en van zekere verdedigingswerken van de stelling Antwerpen.

Wij zullen aldus een totaal van 196 millioen uitgaven voor mobiele goederen van eerste inrichting bereiken, voortvloeiende uit de herinrichting van de nationale verdediging, en waarvan het voorschot met behulp van leeningen zal moeten geschieden, behoudens delging op de gewone begrooting binnen de tijdruimte van vijf en twintig jaren.

De annuïteit tot teruggave, in de Begrooting van Oorlog te schrijven, zal dus trapsgewijze 7,840,000 frank bereiken.

3° Uitgaven voor onroerende goederen.

Men voorziet eene uitgave van 70 millioen voor de oprichting van nieuwe krijgsgebouwen — kazernen, gasthuizen, magazijnen, beheergebouwen — en van 18 millioen voor het aanleggen van onderrichtingskampen, het alles insgelijks binnen de vijf jaren uit te voeren.

Het geldt hier de stichting van een altyddurend domein welke de eenvoudige telastlegging op de leening gedooft.

Uit het voorgaande blijkt dat onze nieuwe krijgsinrichting, binnen de vijf jaren, het aangaan van leeningen zal vorderen voor uitgaven tot een gezamenlijk bedrag van 284 millioen frank.

Tegen den huidige prijs der rente is die som in haar geld gelijk aan een nominaal kapitaal van ongeveer 379 millioen, wat eenen jaarlijkschen last van 12,500,000 frank in interest en schulddelging medebrengt.

Herhaling.

De jaarlijksche lasten voortvloeiende uit de versterking der nationale verdediging, welke, binnen eene tijdruimte van 5 jaren, de gewone begrooting trapsgewijze moeten bezwaren, zijn als volgt tot een totaal te brengen :

1° Vermeerdering van uitgaven van den gewonen dienst	fr. 27,000,000 »
2° Annuïteit tot teruggave van de leening te besteden aan buitengewone uitgaven	7,840,000 »
3° Interest- en delgingslast der Openbare Schuld	12,500,000 »
TOTAAL.	fr. 47,340,000 »

Wel te verstaan, vertegenwoordigt dit bedrag niet eenen jaarlijkschen last die zich onmiddellijk en bestendig opleggen zou : het zal maar geleidelijk bereikt worden.

Voor het loopende dienstjaar zal de vermeerdering der jaarlijksche en doorloopende uitgaven slechts 6 of 7 millioen bedragen; daarentegen, ten einde sommige dringende uitgaven van eerste inrichting te bespoedigen, zal men de gewone begrooting voor dit dienstjaar met nieuwe buitengewone kredieten voor een totaal van ongeveer 14 millioen bezwaren.

Ik heb de eer, Mijne Heeren, op het bureel der Kamer neder te leggen, tegelijk met deze toelichting, vier wetsontwerpen van fiscaal aard onderscheidenlijk tot voorwerp hebbende :

1° De hervorming van het patentrecht tot eene taxe op de wezenlijke winsten en baten in de vennootschappen op aandelen en in sommige nijverheids- en financieele bedrijven;

2° Het vestigen eener taxe ten voordeele van den Staat op de automobielen en andere voertuigen met mechanischen motor;

3° Het vestigen eener taxe op de kinemavertooningen;

4° Veranderingen aan de wetten op de rechten van registratie, successie, zegel en hypotheek.

Moeilijk is het eene stellige raming te doen van de opbrengst te spruiten uit de verschillende bepalingen in die ontwerpen begrepen : van verschillende zijden, is de stof nieuw en de hoeveelheden zijn onbepaald; elders, is de toepassing zelf van de wet geroepen om de belastbare stof te verminderen.

De vermoedelijke opbrengsten berekend volgens de grondslagen waarover men beschikt en die de eenen, officieel of schier officieel bekend, de anderen, bij benadering geschat zijn, worden hierna, voor elk voorwerp,

aangeduid door twee cijfers vertegenwoordigende het eene, een als zeker beschouwd minimum, het andere, de meest waarschijnlijke opbrengst :

EERSTE ONTWERP. — Taxe op de wezen-		
lijke winsten en baten, enz. . . . fr.	7,000,000 tot	9,000,000 ⁽¹⁾
TWEDE ONTWERP. — Taxe op de auto-		
mobielen, enz.	2,000,000 tot	2,500,000
DERDE ONTWERP. — Taxe op de kinema-		
vertooningen.	250,000 tot	500,000
VIERDE ONTWERP. — Rechten van regis-		
tratie, van successie, enz.	17,500,000 tot	23,000,000 ⁽¹⁾
VIJFDE ONTWERP. — Rechten op den		
alcohol	3,000,000 tot	5,000,000
TOTALEN . . . fr.	29,750,000 tot	40,000,000

(1) Zie, voor de bijzonderheden, de hierbijgaande tabellen.

Men zal opmerken dat de vermoedelijke opbrengst van de ingediende fiscale wetten lager is dan het jaarlijksche maximum van de nieuwe uitgaven; indien de Regeering thans niet verder gaat, is het omdat zij, als naar behooren, langs den kant der nieuwe inkomsten, telt op de spontane vermeerdering die zich op eene bestendige wijze voor het geheel onzer wegen en middelen voordoet.

De Kamer heeft zooeven, met eene zeer groote meerderheid, de wet gestemd die het uitgangspunt is van de nieuwe krijgsuitgaven; zonder eening twijfel, gaat de Senaat die, op zijne beurt, aannemen. De Regeering is overtuigd dat de twee vergaderingen, getroffen door het begrip van de noodzakelijke gevolgen van die vaderlandsche hervorming, het ter harte zullen nemen van zich vastberaden, zonder uitstel en in een verheven geest bezig te houden met de vestiging van de onontbeerlijke financieele middelen.

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

Tabellen van de bijzonderheden der ramingen van de opbrengst der eerste en vierde ontwerpen.

A. — *Taxe op de winsten der vennootschappen, enz.*

SCHATPLICHTIGEN.		AARD der belastbare bestanddeelen.	MINIMUM OPBRENGST.			VERMOEDELIJKE OPBRENGST.		
AANWIJZING.	Bena- derend getal.		Bedrag der belastbare bestanddeelen (1)	Bedrag van het patentrecht ten bate van den Staat (huidig stelsel).	Bedrag der taxe (toekomstig stelsel).	Bedrag der belastbare bestanddeelen (1)	Bedrag van het patentrecht ten bate van den Staat (huidig stelsel).	Bedrag der taxe (toekomstig stelsel).
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Belgische vennootschappen op aan- deelen	2700 (2)	Dividenden	140,000,000 » 70,000,000 (3)	3,360,000 » 840,000 »	3,600,000 » 1,400,000 »	160,000,000 » 80,000,000 (3)	3,840,000 » 960,000 »	6,400,000 » 1,600,000 »
		Wettelijke reserve	10,000,000 » 5,000,000 (3)	240,000 » 60,000 »	400,000 » 100,000 »	16,000,000 » 8,000,000 (3)	384,000 » 96,000 »	640,000 » 160,000 »
		Bijzondere of buiten- gewone reserves	14,000,000 » 7,000,000 (3)	336,000 » 84,000 »	» »	20,000,000 » 10,000,000 (3)	480,000 » 120,000 »	» »
		Andere bestanddeelen (overdreven delgin- gen, enz.)	20,000,000 » 10,000,000 (3)	480,000 » 120,000 »	» »	40,000,000 » 20,000,000 (3)	960,000 » 240,000 »	» »
		Uitkeeringen van actiën en obligatiën	23,000,000 »	exempts.	1,000,000 »	36,000,000 »	exempts.	1,440,000 »
		Interessen der obligatiën, premiën en loten	60,000,000 »	id.	2,400,000 »	88,000,000 »	id.	3,400,000 »
		Winsten voortvloeiende uit de ontginning van steengroeven, grave- rijen, enz.	2,300,000 »	id.	100,000 »	8,000,000 »	id.	200,000 »

Vreemde vennootschappen op aandelen handelende in België	300	Winsten	28,000,000 »	600,000 »	1,000,000 »	30,000,000 »	720,000 »	1,200,000 »
Beheerders en commissarissen der vennootschappen op aandelen	4500	Verschillende wedden	40,000,000 »	960,000 »	1,600,000 »	43,600,000 »	1,080,000 »	1,800,000 »
Ontginnings van mijnen	70	Opbrengst der exploitatie	17,500,000 (4)	550,000 (5)	700,000 »	23,000,000 »	780,000 (5)	1,000,000 »
Andere verzekeraars dan de vennootschappen op aandelen	180	Winsten	500,000 »	12,000 »	20,000 »	1,000,000 »	24,000 »	40,000 »
Bankiers	200	Vermoedelijke winsten .	5,000,000 »	50,000 »	200,000 »	10,000,000 »	400,000 »	400,000 »
Leden der discontokantoren	35	Id.	1,250,000 »	12,500 »	50,000 »	2,000,000 »	20,000 »	80,000 »
Commissionarissen in openbare fondsen, wisselaars, wisselagenten, wisselnakelaars, enz.	1500	Id.	5,000,000 »	50,000 »	200,000 »	10,000,000 »	400,000 »	400,000 »
TOTALEN				7,754,500 »	14,770,000 »		9,904,000 »	18,760,000 »
VERMOEDELIJKE VERMEERDERING				7,000,000 »			9,000,000 »	

(4) Ten einde misrekeningen te voorkomen, die onherstelbaar zouden zijn, heeft men de voornaamste gegevens der kolommen 4 en 7 ontleend aan de feiten ervaren wederzijds gedurende het jaar 1908 en gedurende het laatste vijfjarig tijdvak.

(5) Meer dan 2,000 vennootschappen zijn niet belast, bij gebreke van door hare balansen aangewezen winsten.

(6) Som benaderend overeenstemmende met de winsten in den vreemde behaald, dewelke ongeveer het derde van de gezamenlijke belastbare winsten vertegenwoordigen.

(7) Opbrengst der ontginning in 1911.

(8) Evenredig mijnrecht

B. — *Wijzigingen in de wetten op de rechten van registratie,
van erfenis, enz.*

I. — REGISTRATIE.	Ophrengst	
	Minimum.	Vermoeelijke.
1 ^o Schenking onder de le- den fr.	350,000 »	500,000 »
2 ^o Kredietopeningen . . .	375,000 »	450,000 »
3 ^o Akten van vennootschappen.	2,500,000 »	3,500,000 »
4 ^o Huurcontracten	100,000 »	200,000 »
5 ^o Beursverrichtingen . . .	1,000,000 »	1,500,000 »
II. — ZEGEL.		
1 ^o Quitantiën.	2,000,000 »	2,500,000 »
2 ^o Checks.	400,000 »	500,000 »
3 ^o Verzekeringapolissen . .	800,000 »	1,000,000 »
4 ^o Vreemde titels	2,000,000 »	2,500,000 »
III. — ERFENIS.		
Vermeerdering van het tarief en maatregelen tot beteugeling van bedrog	8,000,000 »	10,000,000 »
Fr. . . .	17,525,000 »	22,650,000 »
